

CONFERENCE UCIE

2 Octobre 2009

Pollutions et risques associés :
Quelle communication adopter ?

Introduction

- **Présentation du bourg de Viviez** et de ses 1500 habitants dans l'ensemble du Bassin Aubin Decazeville, ex Bassin minier et sidérurgique de l'Aveyron, où a eu lieu la première coulée de fonte en 1827.
 - > Naissance de Decazeville fondée par le duc Decazes.
 - > Viviez commune voisine, non charbonnière, a connu un essor industriel grâce au zinc dès 1850.
 - > En 1871, la société Vieille Montagne rachète le site et se développe pendant plus d'un siècle sur ce territoire.
- **1987** arrêt de l'électrolyse avec pour conséquence le licenciement de centaines de personnes mais aussi l'essaimage dans de nouvelles entreprises, essaimages réussis à ce jour : Viviez a plus de 1200 emplois industriels.
- En **1998** le choix de l'industriel a été de conforter son site de Viviez.
 - > Une série d'investissements est programmée, une partie est réalisée. La société UMICORE produit du zinc pré patiné ; le site de Viviez est leader mondial en la matière.

L'Après industrie : les premiers projets

- Un premier projet de **revégétalisation** des terrains abîmés par 150 ans d'industrie est mis en œuvre avec l'ONF.
 - > Divers essais de plantation sont effectués, avec succès, sur des zones tests en 2002.
 - En 2001, UMICORE lance le projet de **remédiation** des sites de Viviez.
 - > Projet de réalisation d'un stockage de classe 1 mono matériaux permettant de traiter la quasi-totalité des déchets .
 - > 5 sites sont répertoriés. Les terrils de 4 d'entre eux iront dans cette décharge. Cela représente 1 million de mètres cubes qui seront acheminés soit par camion, soit par plan aérien sur le site retenu.
-  Peu de trafic routier, un minimum de nuisance et la conservation sur place de matériaux inertés.
- Le conseil municipal a adhéré au projet ; la population a fait de même.

Depuis 2003 nous en parlons, 2009 voit le début de la mise en place des installations et 5 à 6 ans seront nécessaires à la réalisation totale du projet.

LES TRACES DU PASSÉ

Résidus	Site de stockage	Volume estimé
Résidus thermiques	Crassier de Dunet	$\approx 1\,000\,000\text{ m}^3$
Résidus neutra et SPCV	Décharge de Cérons	$\approx 170\,000\text{ m}^3$
Résidus Plomb	Bassins de Dunet	$\approx 100\,000\text{ m}^3$
	Bassin 3 Igue du Mas	$\approx 140\,000\text{ m}^3$
Résidus Goethite	Bassins 1, 2 et 3 Igue du Mas	$\approx 450\,000\text{ m}^3$

- **Laubarède** = quai de transit des produits entrants et sortants de l'usine, traité en 2007.
 - $120\,000\text{ m}^3$ de sols contaminés stockés dans l'alvéole temporaire de Dunet.
- **Montplaisir** = stockage de gravats issus de la démolition de l'ancienne usine à zinc
 - $80\,000\text{ m}^3$ de déchets de démolition, traités en 2007





Usine de Viviez en 1905

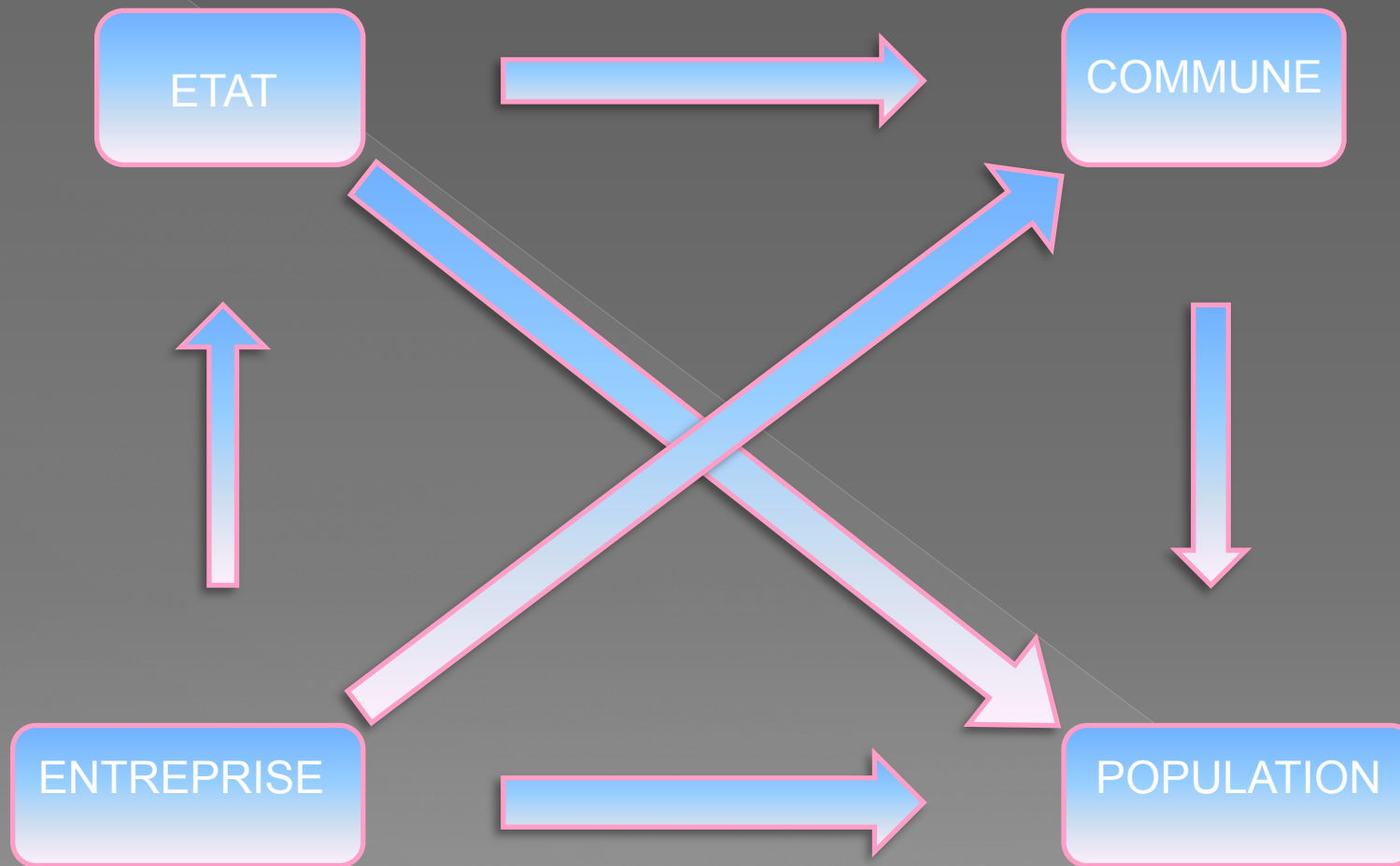
- Les 150 ans d'histoire industrielle ont façonné le paysage et l'environnement du site.
- Aujourd'hui, les traces de ces activités sont encore visibles : ce sont les stockages de résidus d'exploitation.
- L'objectif du programme de réhabilitation entrepris par Umicore est de restaurer un environnement débarrassé des traces et cicatrices laissées par son passé industriel.

La communication mise en place

La communication s'est effectuée en plusieurs étapes :

- Communication de l'entreprise vers la mairie
 - > en amont du dossier en expliquant les grandes lignes qui se sont affinées au fil des mois.
- Communication de l'entreprise avec les différents services de l'Etat
 - > pour la préparation des arrêtés
- Communication de l'Etat vers la commune
 - > avec la décision de réaliser une étude épidémiologique
- Communication de l'Etat vers la population
- Communication de la mairie et de l'entreprise vers la population
 - > sur le projet de réhabilitation
- Etude épidémiologique
- Communication de l'Etat sur les résultats de manière plus « soft ».
- Attente de l'analyse fine des résultats de l'étude épidémiologique.

Le circuit complexe de la communication



Les différentes étapes du processus

Décembre 2006

- Réunion en Préfecture de tous les élus du Bassin de Decazeville, des chefs de services de l'Etat sur le suivi du FIBM (Fonds d'Industrialisation des Bassins Miniers).
 - > En deuxième partie, communication :
 - > **« Vous êtes dans un secteur pollué très dangereux. On va vous expliquer ce qu'il y a lieu de faire ».**
- La CIRE et la DDASS **découvrent** la pollution des sites de Viviez : alerte générale !
- C'est la première communication de l'Etat sur le sujet.

Printemps 2007

- Nouvelles études menées sur le site UMICORE, sur le territoire de la commune et sur les communes voisines.
 - Etudes sur l'eau, les sols, l'air, les plantes naturelles, les jardins, des légumes spécifiques, soit racines soit feuilles.
- Nous avons vu et reçu un grand nombre de chercheurs, et depuis, plusieurs universités se sont penchées sur le sujet dans les différents domaines.
- Les travaux de dépollution de 5 millions € sur le plateau de Laubarède, terrain de l'Etat, mais occupé par l'entreprise pendant 40 ans, seront réalisés sans problème.
 - Ces terres excavées sont actuellement dans une alvéole temporaire.
 - La population a apprécié ce chantier en centre urbain permettant de réaliser le centre de secours principal des pompiers et des aménagements routiers.

Automne 2007 - Printemps 2008

- Mise en place d'un comité de pilotage pour l'étude épidémiologique.
 - > Comité composé des services de l'Etat (DDASS, CIRE et INVS de Toulouse, Préfecture, etc), des principaux élus du territoire, des médecins locaux, du représentant de l'ordre des médecins, des médecins hospitaliers, des médecins scolaires, des pharmaciens, etc..
- Succession de réunions avec prise de position de la CIRE, de l'INVS et de la DDASS **très alarmiste**.
- L'information circule de bouche à oreille,
- Une majorité d'habitants s'interroge quant à la pertinence de ces enquêtes, 20 ans après l'arrêt de la production de zinc par électrolyse.
 - > Personne n'ignore qu'il y avait de la pollution : nous sommes dans un Bassin houiller et sidérurgique.

- Présentation du projet UMICORE à la population qui approuve le projet tel que présenté.
 - > Les questions posées sont essentiellement des questions techniques sur les moyens, les nuisances et la durée. Des réponses sont apportées par le chef d'entreprise et le maître d'œuvre Séché sur un chantier de 35 à 40 millions d'euros.
- D'énormes difficultés pour obtenir les études conduites par l'INRA, la DDASS, la DRIRE auprès des services de l'Etat.
 - > Toute la communication de l'Etat **porte sur** une pollution arrêtée aux frontières de la Commune.
- Etude fluorescence X pour mesurer les teneurs en métaux lourds sur l'ensemble du territoire à titre personnel.
 - > Quelques surprises sur les « frontières du ciel » dans un bassin houiller et sidérurgique.
- Communication du Préfet et Sous-préfet de l'époque, basée sur la peur en annonçant de grands dangers à respirer l'air de la commune et à manger des fruits et légumes cultivés sur le territoire **basées sur des hypothèses de calcul sans réalité?**

Eté 2008,

- En juillet, mise en place de la CLIS (commission locale d'information et de surveillance).
 - > Une nouvelle présentation du projet aux différents participants.
- des communications dans différentes revues spécialisées
 - > Viviez serait un nouveau Métal Europ. ou Salsigne.
- Présentation de l'étude épidémiologique,
 - > une soixantaine de personnes participent à la réunion d'information dans un bon climat, pose des questions avec quelques réponses de la part des représentants de la CIRE, de L'INVS et de la DDASS.

Octobre 2008 :

- Enquête épidémiologique sur le plomb, le cadmium et l'arsenic avec un comparatif d'une population témoin située hors zone pour les trois métaux : le village de Montbazens, à 15 km.
- **Etude plomb**
 - pas de communication en amont ciblée vers les parents d'élèves et les enseignants : 12 enfants et une femme enceinte sur 80 potentiels.
- **Etude cadmium et arsenic**
 - Près de 700 personnes de Viviez adultes et enfants, 370 personnes de Montbazens adultes et enfants, se sont prêtés à ces analyses urinaires.

Printemps 2009

- Moins de bruit
 - > on ne parle plus de rien dans l'attente à la fois des résultats de l'étude, mais aussi de l'arrêté autorisant la création de la décharge mono matériaux promis pour décembre 2008 à l'entreprise.
- Quelques communications informelles sur le plomb.
 - > des résultats sur le plomb sont communiqués en aparté (par la sous-préfecture, la DDASS, puis au comité de pilotage) : il s'agit de résultats **négatifs**. On ne parle plus de plomb bien que de nombreux logements aient été construits avant 1948 et que la commune ait été présentée lors de la première réunion comme ayant 50 fois plus de plomb dans les sols qu'à métal europ (erreur de métal europ)... on peut croire que c'est vrai
- Entre temps, le dossier de création de décharge passe en CODERST
 - > aucune information ni invitation aux représentants de la collectivité comme le veut l'usage, à la surprise de plusieurs participants à la réunion qui ne manquent pas de tenir le maire au courant de la dite réunion.

Conséquences de la politique de communication menée

- Deux attitudes :

- > quelques néo arrivants effrayés qui partent (3 ou 4 familles).
- > Des anciens qui rigolent.

- Les médias :

- > Ils tiennent des discours différents suivant les cas, soit alarmistes, soit rassurants. (La Dépêche du Midi – Midi Libre) ;
- > France 3 dans son édition locale est plus pragmatique mais moins « imbibée » de la problématique.

Les résultats de l'étude épidémiologique

- Les résultats d'analyses individuels sont communiqués, début été 2009, à chaque habitant.
- **Etude Arsenic :**
 - > 4 personnes sur les 690 testées à Viviez sont légèrement au dessus de 15 $\mu\text{g/g}$ de créatinine urinaire, dans le même temps 2 personnes sur les 300 testées à Montbazens sont également au dessus de ce taux.
- **Etude Cadmium :**
 - > Sur la commune de Viviez :
 - 79 % en dessous 1 $\mu\text{g/g}$ de créatinine urinaire
 - 17 % entre 1 et 2 $\mu\text{g/g}$ de créatinine urinaire
 - 4 % au dessus de 2 $\mu\text{g/g}$ de créatinine urinaire
 - > Sur la commune de Montbazens :
 - 96 % en dessous de 1 $\mu\text{g/g}$ de créatinine urinaire
 - 4 % entre 1 et 2 $\mu\text{g/g}$ de créatinine urinaire

Conséquences de ces résultats

- Envoi personnalisé à chaque « cobaye », d'un courrier explicatif demandant aux personnes au dessus de 1 $\mu\text{g/g}$ de rencontrer leur médecin.
- Des propos plus rassurants sont maintenant tenus à la presse parallèlement au changement de préfet et sous préfet, à l'automne 2008.
- Des résultats qui ne permettent pas d'affirmer ou d'infirmer ? un réel danger à vivre sur un territoire où l'activité polluante s'est arrêtée, en 1987 pour UMICORE, et en 2002 pour la centrale à charbon.
- De grandes difficultés à démontrer l'origine de la totalité de la pollution des sols .

Conclusion sur la communication

- ⊙ Une communication de la part des services de l'Etat, mal ficelée, alarmiste
 - > avec des comparaisons erronées notamment sur les teneurs en métaux lourds.
- ⊙ et aussi dangereuse pour l'image d'un territoire en pleine mutation qui a fait l'objet d'un CIADT en mai 2000.
- ⊙ Les personnels de la DDASS manquant de recul.
- ⊙ 500 000 € de l'Etat investis sans garantie de la pertinence d'une telle étude.
- ⊙ Les personnels DRIRE plutôt sur la touche alors que c'est une ICPE
- ⊙ Plus d'un an pour obtenir des études publiques auprès des différents services avec un renvoi de balle de l'un à l'autre.
- ⊙ A ce jour, donc, attente de plus d'informations par rapport aux risques ? Attente de décisions
 - > quid des jardins pollués ? Quel devenir des terres ? Y a t'il un risque à consommer la production de 6 pieds de tomate, si oui, lesquels, quelles quantités, etc, ?
- ⊙ La communication est à manier avec précaution, ni trop, ni pas assez.
- ⊙ Un rôle essentiel à jouer en tant qu' élu local, relais de l'information dans toutes les directions, notamment en installant une information régulière de la presse.
- ⊙ Je suis conscient que cela n'est pas simple mais chez nous l'Etat s'est soucié de la population 20 ans après les fermetures et parce que UMICORE avait un gros projet de dépollution mis en route dès 2001.